



## PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE  
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES  
BUREAU des PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section INSTALLATIONS CLASSEES  
DPI – BPUPE – SIC – FB -N°2014 - 349

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----  
**Commune de ST LAURENT-BLANGY**

-----  
**Société ARTOIS METAUX – SITE 2**

-----  
**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2012 autorisant la Sté ARTOIS METAUX à exploiter, sur le site n° 2, à ST LAURENT-BLANGY une activité de transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux et portant agrément à la Société pour la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage ;

**VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 8 décembre 2014 ;

**VU** la lettre de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 8 décembre 2014 informant M. le Directeur de la Société ARTOIS- METAUX de la proposition de mise en demeure ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite, en date du 4 novembre 2014, l'inspecteur de l'Environnement a constaté le non respect de plusieurs dispositions des articles 1.2.2 (gestion de l'établissement), 1.6.1 (porter à connaissance), 2.2.3.1 (réception des V.H.U) – 2.2.3.4 - (véhicules hors d'usage dépollués) – 2.3.1 (intégration de l'installation dans le paysage) – 7.3.1 (accès et circulation dans l'établissement) - 7.5.3 (Prévention des pollutions accidentels « rétentions ») - Chapitre 1.4 ( limites de l'autorisation) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/06/2012 précité ;

**CONSIDERANT** que face au non respect des articles précités, il convient de mettre en demeure la Société ARTOIS METAUX de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La Société ARTOIS METAUX, dont le siège social est situé rue Bourgelat à SAINT LAURENT BLANGY, est mise en demeure, pour la poursuite de ses activités exercées sur le site n°2 implanté à la même adresse et autorisé par arrêté préfectoral du 01/06/2012, de respecter les dispositions des articles suivants de cet arrêté préfectoral d'autorisation dans les délais indiqués ci-dessous qui s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

<b>Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 01/06/2012</b>	<b>Prescription et objet de la mise en demeure</b>	<b>Délai</b>
Article 1.2.2 alinéa 2	L'exploitant veille à ce qu'en permanence, toutes les activités du site, y compris l'entreposage de bennes ou containers vides, soient exercées à l'intérieur du périmètre d'exploitation.	<b>1 semaine</b>
Chapitre 1.4 alinéa 1	Les seuls déchets pouvant être admis sur le site ARTOIS METAUX autorisé par le présent arrêté sont :  - les véhicules hors d'usage (hors véhicules au GPL), immatriculés en France et pour lesquels peut être présenté la carte grise ou un justificatif de propriété. Ils peuvent provenir des particuliers, des dépanneurs, garages et concessions, des compagnies d'assurance.  [...]	<b>1 journée</b>
Article 1.6.1	Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, en application de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement.	<b>3 mois</b>
Article 2.2.3.1 alinéa 1	Dès réception sur site, les véhicules hors d'usage rejoignent la zone où vont s'opérer les activités de dépollution à l'intérieur du bâtiment, en particulier la vidange de tous les fluides : carburant, huiles, liquide de frein, liquide de refroidissement ..., et le retrait de la batterie.	<b>1 journée</b>
Article 2.2.3.4 alinéa 1	Les véhicules hors d'usage dépollués ne seront pas entreposés sur site mais sur une zone spécialement dédiée à cet effet de la plate-forme voisine exploitée par ARTOIS METAUX, en attente d'expédition chez un broyeur agréé.	<b>1 semaine</b>
Article 2.3.1	L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.  Le site est entièrement clôturé sur sa périphérie sur une hauteur d'au moins 2 m.	<b>3 mois</b>

Article 7.3.1 alinéa 2	Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté [...]	<i>1 semaine</i>
Article 7.5.3	<p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts</li> <li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p>	<i>1 semaine</i>

## **ARTICLE 2 : DELAI ET VOIE DE RECOURS**

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille, le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

## **ARTICLE 3 : AFFICHAGE**

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de St LAURENT-BLANGY et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de St LAURENT-BLANGY. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

## **ARTICLE 4 : EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et l'inspection de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la Société ARTOIS METAUX dont une copie sera transmise au Maire de St LAURENT-BLANGY.

ARRAS, le

**30 DEC. 2014**



Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Copies destinées à :

- Sté ARTOIS METAUX – rue Bourgelat à St LAURENT-BLANGY (62223) ;
- Mairie de St LAURENT-BLANGY ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques) à LILLE
- Unité territoriale de BETHUNE
- Archivage
- Dossier
- Chrono